



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Table ronde régionale sur le programme AGIR



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
GRAND EST**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction régionale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités

Avec l'appui de



Observatoire  
Régional  
de l'Intégration  
et de la Ville

**ORIV**

Centre de Ressources  
Grand Est



**SEMAINE DE  
L'INTÉGRATION**  
DU 14 AU 18 OCTOBRE

# 1. Ouverture

# Table Ronde régionale – Programme AGIR

Introduction de la DREETS Grand Est

Mme FAGES, directrice régionale adjointe

## 2. Information sur les mesures de régulation du programme AGIR (juillet 2024)

# Table Ronde régionale – Programme AGIR

Introduction de la Direction de l'intégration et de l'accès à la nationalité (DIAN)

M. SAMPSON, directeur adjoint DIAN

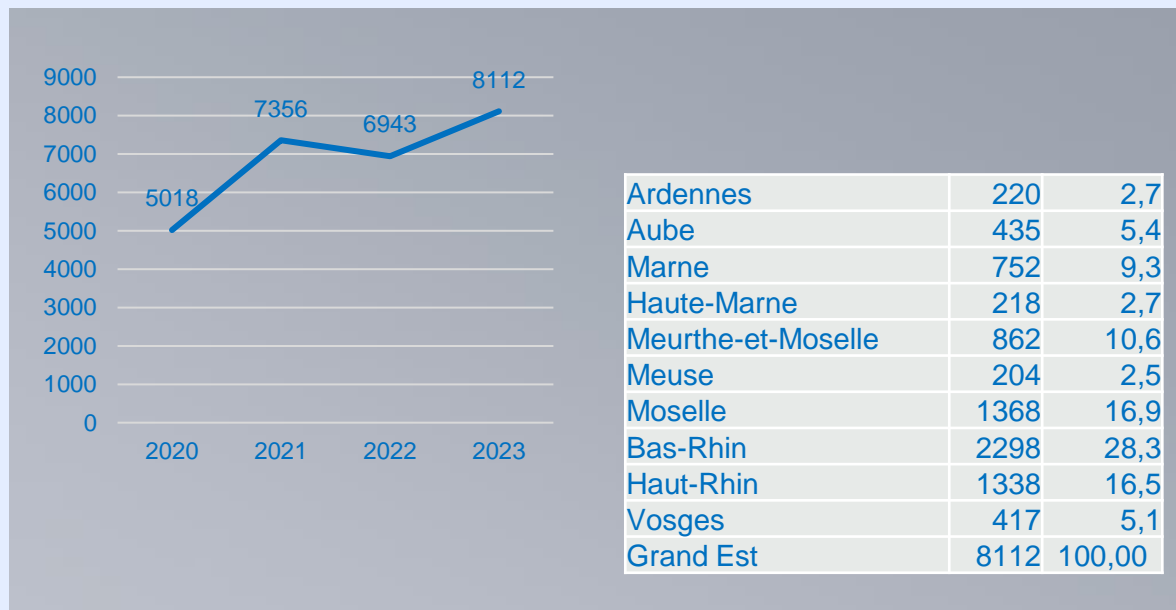
Mme MOURAREAU, cheffe de projet AGIR

# 3. Profil des signataires du CIR et des Bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI)

# Signataires du Contrat d'Intégration Républicaine

## Evolution des signataires du CIR

- Des évolutions sur ces dernières années (contexte de la crise sanitaire, rattrapage, évolution des répartitions au titre du DNA).
- En 2020, 5.018 personnes ont signé un Contrat d'Intégration Républicaine (CIR) dans la région Grand Est, soit une baisse de 28,9% en un an. Une situation plus marquée que sur le plan national.
- Un rattrapage en 2021 puis une stabilisation en 2022 et une reprise en 2023 avec la signature de 8112 CIR.
- Mais des réalités différentes selon les départements...

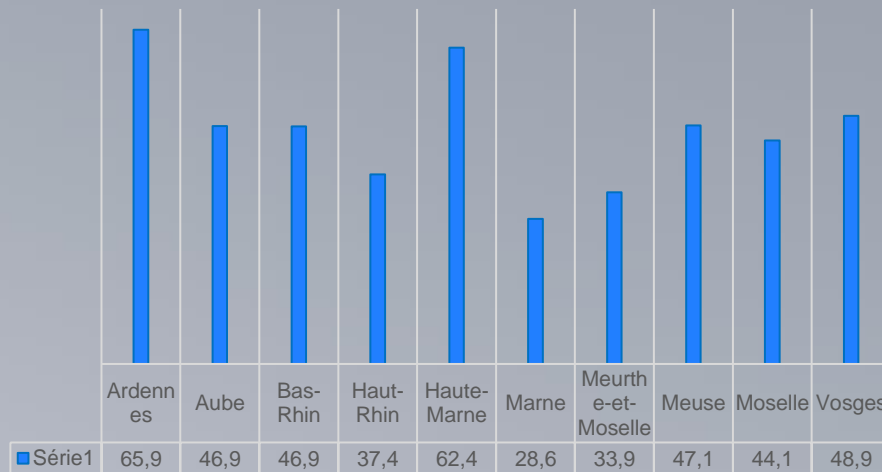


# Signataires du Contrat d'Intégration Républicaine

Présence des bénéficiaires de la protection internationale dans le Grand Est / 2023

Département	CIR BPI	%
Ardennes	145	4,2
Aube	204	5,9
Marne	215	6,2
Haute-Marne	136	3,9
Meurthe-et-Moselle	292	8,4
Meuse	96	2,8
Moselle	603	17,4
Bas-Rhin	1077	31,0
Haut-Rhin	500	14,4
Vosges	204	5,9
GRAND EST	3472	100,0

PART DES BPI PARMIS LES CIR





## 4. Bilan du programme AGIR en Grand Est

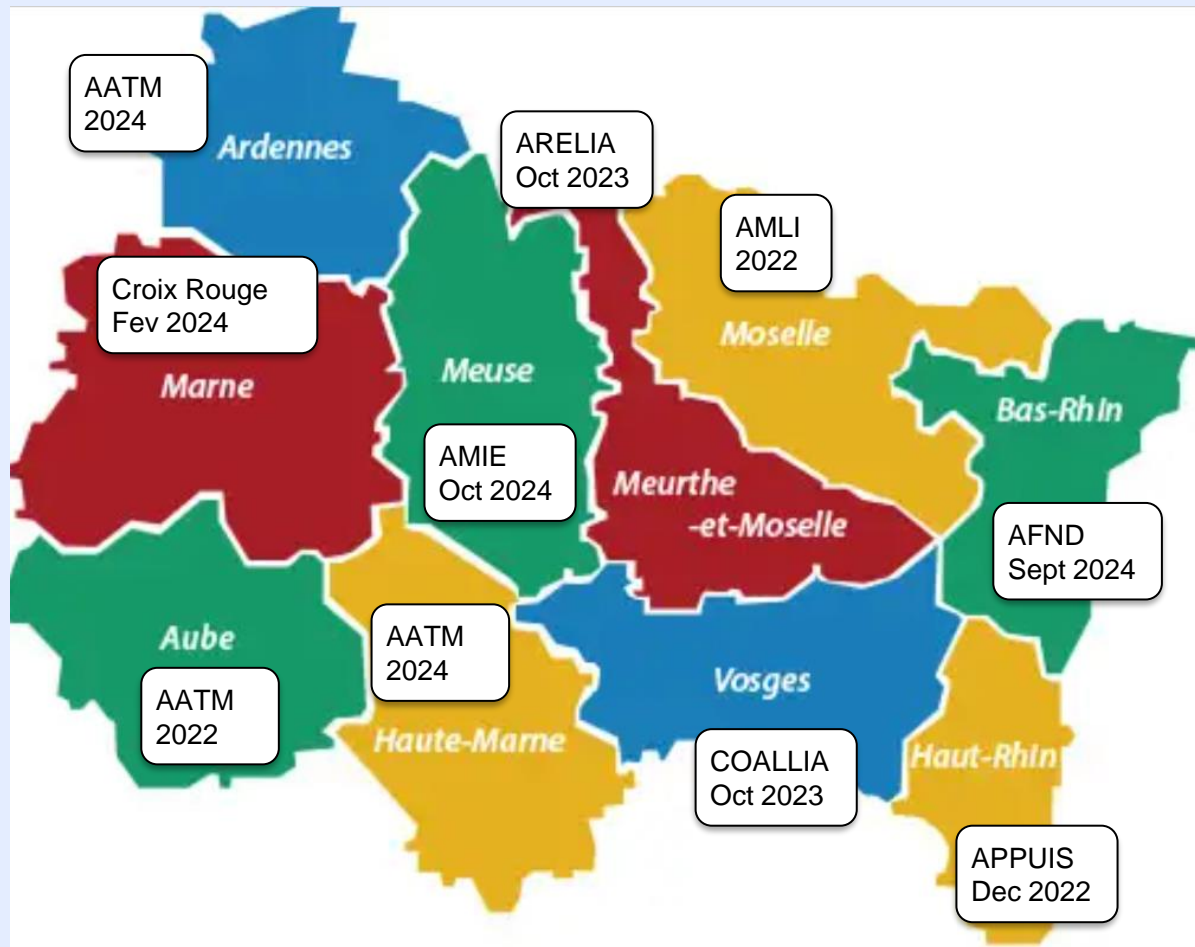
# Programme AGIR

Le programme AGIR s'est déployé dans les 10 départements du Grand Est sur les trois années de 2022 à 2024. Les derniers départements (Ardennes, Haute-Marne, Meuse et Bas-Rhin) démarrent seulement, dans de plus un contexte contraint lié à l'évolution du programme depuis l'été.

Le bilan du fonctionnement du programme, mené par l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV), s'est appuyé sur des entretiens auprès des référents de chaque opérateur.

Ils ont permis de recueillir seulement quelques tendances, de mettre en évidence des freins et des modes d'intervention pour y faire face.

Les éléments recueillis restent partiels et non comparables du fait des temporalités et des contextes différents.



# Table Ronde régionale – Programme AGIR

## Des équipes qui se structurent au fil du temps mais fragilisées par le contexte

- L'organisation des équipes présente des profils différents à la fois lors de la mise en place de l'équipe mais aussi au fil du temps.
- Si on retrouve les mêmes types de postes (en lien avec le cahier des charges) : chef de service, coordination, travailleur social et chargé d'insertion professionnel, leur composition varie en fonction des besoins identifiés par les BPI.
- Les incertitudes de ces derniers mois liées à l'évolution du dispositif ont eu des impacts dans la composition des équipes.
- La volonté de prendre en compte la réalité territoriale s'est traduite différemment selon les départements. Elle n'est pas prise en compte par tous les opérateurs et souvent elle est prise en compte dans un second temps. Elle relève également de la répartition des BPI sur le département. Pour les opérateurs ayant fait ce choix, ils s'appuient sur des partenaires locaux.

### Expérience / Atouts

L'ancrage antérieur sur le territoire constitue un atout pour déployer assez rapidement l'équipe, malgré les recrutements complémentaires nécessaires.

La dimension « logement » dans les parcours a pu s'appuyer sur les compétences en interne des structures, qui, pour une grande partie, interviennent antérieurement dans le dispositif national d'accueil des demandeurs d'asile et peuvent donc s'appuyer sur les ressources en interne de la structure.

# Table Ronde régionale – Programme AGIR

## Des parcours qui restent confrontés à des difficultés récurrentes (1/2)

- Des profils types (entendus comme la majorité des caractéristiques des BPI pris en compte dans le programme) présentent des similitudes : jeunes hommes Afghans isolés.
- Au-delà on a toutefois des profils complémentaires selon les départements : femmes isolées avec ou sans enfant, familles, personnes d'autres pays d'origine.
- L'évolution du nombre de personnes au titre du « fil actif » et le profil des personnes à prendre en compte (« BPI vulnérables ») rend complexe le travail des opérateurs (arrêt ou faible nombre d'arrivées, profil des BPI vulnérables peu conforme aux réalités locales sauf pour un territoire).
- Le faible niveau de maîtrise de la langue (A1) constitue une limite pour s'inscrire dans un parcours satisfaisant. Cette difficulté est amplifiée dans le contexte de suspension des cours de l'OFII et la baisse des cours de français sur les territoires.

### Expérience / Atouts

Les besoins de maîtrise de la langue pour s'inscrire dans un parcours d'insertion professionnelle relèvent plutôt d'un niveau de maîtrise de la langue A2, voire B1.

Les opérateurs tentent de trouver des solutions pour répondre à cet obstacle majeur : Différentes réponses (non exclusives l'une de l'autre) :

- Développement au sein de l'équipe des compétences pour assurer des cours de français.
- Recours à une structure externe et des acteurs qui interviennent déjà sur le territoire (à la condition que ces compétences soient adaptées).
- ...

# Table Ronde régionale – Programme AGIR

## Un travail d'accompagnement adapté au territoire et aux profils (2/2)

- Selon le territoire, les difficultés majeures sont l'emploi ou le logement.
- La situation du logement varie en fonction du marché du logement sur le territoire (tendu ou détendu) mais plus encore la typologie de logements. Sur de nombreux territoires, la présence de peu de petits logements ou inversement de grands logements constitue une limite à des sorties positives.
- Si dans le domaine de l'emploi, les besoins des entreprises constituent un levier effectif, la faible maîtrise de la langue constitue un frein. Dans plusieurs départements, l'insertion professionnelle repose sur des emplois en intérim. Cette option est un choix des BPI concernés. Pour autant, cette situation n'étant pas identifiée comme une sortie positive, bloque la prise en compte d'autres personnes.
- Problématiques complémentaires : accès au titre de séjour, dématérialisation et santé notamment.

### Expérience / Atouts

Face aux difficultés des logements, les opérateurs travaillent avec majoritairement des bailleurs sociaux, sachant qu'ils ont des liens historiques avec de nombreux bailleurs dans le cadre de la compétence de l'opérateur (au titre du DNA notamment). Dans deux départements, l'opérateur participe à la commission de relogement ce qui constitue un levier complémentaire.

Dans le domaine de l'emploi, les opérateurs développent des relations avec les employeurs. Le fait que les CIP sont déjà des personnes identifiées localement constitue indéniablement un atout.

# Table Ronde régionale – Programme AGIR

## Des partenariats qui facilitent l'accompagnement des parcours

- Un lien entre opérateurs et services de l'Etat et l'OFII identifié comme positif et régulier (comité technique à minima).
- Le fonctionnement des comités de pilotage, là où ils ont déjà été mis en place, permet le renforcement des partenariats élargis.
- La mise en place de conventions notamment avec les acteurs dans le champ de l'emploi (France Travail, Mission Locale) est quasiment mise en place. Au-delà plusieurs opérateurs ont engagé des liens avec des employeurs pour répondre à l'enjeu d'insertion et d'accès à l'emploi.
- Le travail partenarial demande du temps.
- Certains opérateurs se sont attachés à établir des liens aussi avec les bailleurs sociaux.
- Les liens aux collectivités (en particulier du côté des conseils départementaux) à renforcer, sachant que la présence d'un contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) constitue un atout.

### Expérience / Atouts

Lien entre les opérateurs et le/la chargé-e de mission CTAI constitue un levier positif (CTAI Metz, CTAI Strasbourg, CTAI Aube) : permet de renforcer le partenariat, de participer à un travail entre partenaires, de financer des actions complémentaires en lien avec les difficultés identifiées. Sur les territoires où il n'existe pas de CTAI, les CCAS sont les interlocuteurs des opérateurs.

La présence sur certains départements des opérateurs de l'insertion par l'activité économique constitue un levier pour construire les parcours. Plus globalement, le fait que certains salariés disposent de réseaux de partenaires antérieurement constitue un atout.

# 5. Echanges : compléments, réactions et questions

## 6. Perspectives en lien du programme AGIR



# Table Ronde régionale – Programme AGIR

## Perspectives et points de vigilance / ORIV

- Une difficulté pour les opérateurs de se projeter en 2025 et les années suivantes, sans visibilité du nombre de personnes à prendre en compte (fil actif).
- Des inquiétudes quant à la prise en compte des BPI n'ont pris en compte dans le programme AGIR compte tenu des modalités de prise en charge par le droit commun de ces profils.
- En effet, le constat d'un manque de formation et de connaissances des publics BPI (et plus largement des primo-arrivants) est récurrent pour les départements confrontés avec les services de droit commun, notamment dans le domaine de l'action sociale (au sein des collectivités).
- Plus globalement un besoin de renforcer les liens avec les collectivités, en particulier à l'échelle des conseils départementaux (complexité concernant les bénéficiaires du RSA). Un enjeu de systématiser le lien entre le programme AGIR et les territoires en CTAI.
- Ces constats plaident pour une réflexion en termes de coopération à l'échelle de chaque département avec les acteurs en présence serait souhaitable (travail sur le système d'acteurs : droit commun, porteurs d'actions financées au titre du BOP 104).
- Un des préalables des coopérations repose sur un volet information et communication qui nécessite une attention renforcée.

# Table Ronde régionale – Programme AGIR

Perspectives nationales / DIAN

M. SAMPSON, directeur adjoint DIAN

Mme MOURAREAU, cheffe de projet AGIR

# 7. Echanges : compléments, réactions et questions

## 8. Clôture

# Table Ronde régionale – Programme AGIR

Clôture

Mme FAGES, directrice régionale adjointe